

Cfdt:

**COMMUNICATION
CSE CENTRAL**
VOTRE VOIX, NOTRE
ENGAGEMENT | CFDT

**BRÈVES
DE PARIS**

CSEC 12/10

Situation Eco et Financière

Consultation situation Economique et Financière

Vote défavorable à la majorité.

DÉCLARATION CFDT :

L'équation ne tient pas.

La CFDT émet un avis défavorable sur la situation économique et financière de France Travail. Ce vote ne vise ni la sincérité des comptes ni le travail des équipes de la direction financière, que nous saluons : documents de qualité, échanges constructifs en commission économique, réponses apportées à nos questions. **Notre désaccord porte sur la trajectoire.** Et derrière des comptes présentés à l'équilibre, elle est préoccupante. En 2025, la subvention de l'État a baissé de 110,3 millions d'euros, soit 8 %, et ses financements spécifiques de 140,3 millions d'euros, soit 23 %. En 2026, la subvention passerait de 1 206,6 à 1 133,3 millions d'euros, et les financements spécifiques de 478,6 à 305,4 millions d'euros : encore 36 % de moins.

Entre l'exécution 2024 et le budget prévisionnel 2026, ce sont près de 500 millions d'euros de financements de l'État en moins, soit plus du quart de ce qu'il apportait sur ce périmètre.

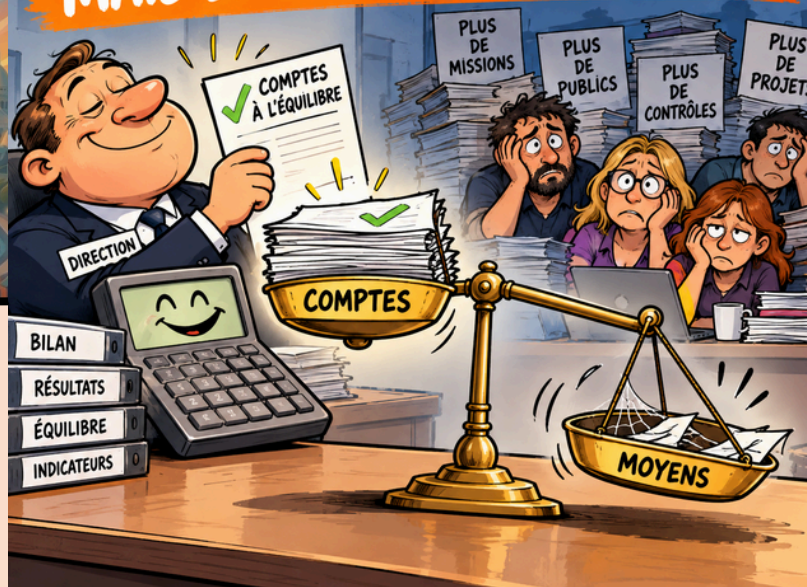
La réduction des crédits du Plan d'investissement dans les compétences en explique une partie. La contribution de l'Unédic progresse, mais elle ne compense pas : les produits encaissables de France Travail passent de 7 223,6 millions d'euros en 2024 à 7 059,2 millions prévus en 2026. Les effectifs suivent la même pente. Le budget 2026 prévoit 48 632 équivalents temps plein travaillés sous plafond, contre 49 128 exécutés en 2025, soit près de 500 de moins. Pendant ce temps, les missions s'empilent. Depuis la loi pour le plein emploi, France Travail accueille de nouveaux publics, développe l'accompagnement intensif, renforce les contrôles et la relation avec les entreprises, déploie les communs numériques et contribue au Réseau pour l'emploi. Au 1^{er} janvier 2025, plus de 1,2 million de personnes supplémentaires ont été inscrites.

Moins de ressources, moins d'effectifs, plus de missions : l'équation ne tient pas. L'État doit mettre les moyens en face des obligations qu'il confie.

Les demandeurs d'emploi sont les premiers exposés. Les dépenses d'intervention, qui financent les aides, les formations et les prestations, ont reculé de 213,7 millions d'euros en 2025, soit près de 10 %.

À cela, la direction répond par l'optimisation des dépenses, le pilotage par l'impact, la fongibilité régionale et les gains d'efficacité.

**LES COMPTES SONT BONS...
MAIS LE COMPTE N'Y EST PAS !**



À La CFDT n'a rien contre une gestion rigoureuse de l'argent public, ni contre la simplification ou la suppression des tâches inutiles, dès lors que le service rendu et les conditions de travail s'en trouvent améliorés. Mais la fongibilité déplace les moyens, elle n'en crée pas. Et l'efficacité ne peut pas compenser indéfiniment le recul de l'État. **Une baisse bien pilotée reste une baisse.**

S'y ajoute une fragilité de fond. France Travail dépend de plus en plus de financements spécifiques, notamment du FSE. C'est une ressource importante, sécurisée dans le cadre conventionnel actuel, mais exigeante à mobiliser, et rien ne garantit sa reconduction dans les mêmes conditions au-delà de cette période. **Avons-nous les moyens de nos ambitions, ou adaptons-nous peu à peu nos ambitions aux moyens qui restent ?**

Nos collègues le disent depuis des années : toujours plus avec moins. Certains seraient tentés d'y voir un simple ressenti. Les chiffres donnent raison à nos collègues. Tout ne s'explique pas par le budget. Mais la charge de travail qui pèse aujourd'hui sur les équipes n'a rien de mystérieux. Nous refusons qu'elles portent les conséquences de choix de financement qui ne sont pas les leurs. **L'engagement des agents n'est pas une variable d'ajustement budgétaire.** La CFDT reste attachée au dialogue social. Mais un dialogue qui se borne à accompagner des contraintes présentées comme inévitables n'en est pas un.

L'État doit garantir à France Travail des financements suffisants, stables et pérennes. **À la direction, nous demandons deux choses :**

- présenter en instance une trajectoire pluriannuelle de financement, qui distingue les ressources sécurisées et les risques à moyen terme ;
- évaluer les effets des choix budgétaires sur les effectifs, la charge de travail et les conditions d'exercice des missions, et pas seulement mesurer les économies réalisées.

Nous ne votons pas contre des comptes bien tenus. Nous votons contre une trajectoire qui fait peser un risque croissant sur les conditions de travail des agents et sur la capacité de France Travail à remplir ses missions de service public.